

# LA TRANSYLVANIE

Organe du comité national

des Roumains de Transylvanie et de Bucovine

## La débalkanisation de l'Autriche-Hongrie et les défenseurs des Habsbourg

En France, et dans les autres pays de l'Entente, l'Autriche-Hongrie conserve, aujourd'hui encore, certaines amitiés tenaces et remuantes. L'oligarchie magyare et les magnats de la finance de Vienne, qui exploitent à leur compte et oppriment, au profit du grand Etat-major de Berlin, 35 millions de latino-slaves, trouvent dans le socialiste minoritaire, le citoyen Jean Longuet, un défenseur sagace et constant. Des hommes de talent, comme M. Jacques Bainville, s'appitoient sur le sort malheureux qui attend les Habsbourg détrônés. Aussi, l'un et l'autre n'ont-ils rien de plus pressé que de tendre une main secourable au potentat de Vienne, afin de prolonger son règne et de lui permettre de continuer à maltraiter et tyranniser, pendant de longues années encore, les quatre ou cinq nations victimes. M. le comte de Fels, bien encadré par ces deux généreux défenseurs d'une oligarchie avide et de la tyrannie corrompue des Habsbourg, se présente comme le véritable champion de l'Autriche-Hongrie intégrale. Les nationalités opprimées d'Autriche-Hongrie n'ont pas, dans la presse française, d'ennemis plus ardents que ces trois journalistes courageux et inspirés par un haut idéal humanitaire en faveur des oppresseurs.

Ils prétendent que résoudre le problème des nationalités d'Autriche-Hongrie, c'est *balkaniser* l'Europe centrale. La formule est, en effet, bien trouvée pour impressionner. Mais un peu d'analyse en découvre aussitôt toute la perfide fausseté. D'ailleurs, le rapprochement entre la Turquie balkanique d'avant la guerre et l'Autriche-Hongrie est infiniment suggestif. Mais, malheureusement pour l'auteur de cette ingénieuse trouvaille, elle se retourne contre l'objet de sa tendre sollicitude. En effet, les Balkans turcs, en tant que centre perpétuel de révoltes sanglantes cruellement réprimées, rappellent à s'y tromper, cette Autriche-Hongrie qui trébuche entre le crime de Sérajevo et les odieux procès de Zagreb. Comme la Turquie gardait, autrefois, par la force du fer et du feu deux ou trois peuples balkaniques en sujétion dégradante, toujours prêts à se révolter, la double monarchie décrépée et corrompue de Vienne et Budapest étouffe froidement quatre ou cinq nations, devenues conscientes de leur force et de leur droit. L'Autriche-Hongrie est, depuis longtemps déjà, le Balkan de l'Europe centrale. Comme les Balkans, l'Autriche-Hongrie est une formation instable, source inépuisable de révoltes et de révolutions, terrain propice à la culture des germes de guerre et de catastrophes, menace constante contre la paix du

monde et un attentat contre l'Europe pacifique. Rien ne pourrait donc balkaniser davantage l'Europe centrale austro-hongroise, du moment qu'elle est pire que les Balkans.

Résoudre le problème de l'Autriche-Hongrie serait, par contre, *débalkaniser* l'Europe centrale, créer un équilibre stable en Europe, débarrasser le monde d'un cauchemar historique pire que les convulsions de l'empire ottoman et permettre que, à sa place, puissent croître et prospérer quatre jeunes nations, démocratiques, vigoureuses et de grand avenir. Or, voilà ce qui répugne au citoyen Jean Longuet et à son allié pour la défense des Habsbourg, le comte de Fels.

Sans doute, ces généreux et courageux défenseurs de l'oligarchie magyare et du trône de Charles I<sup>er</sup> se croient de bien terribles positivistes. La sentimentalité et l'idéalisme ne peuvent pas être leur défaut. Ils se réclament d'un esprit bismarckien, plus réaliste que celui de Bismarck. Ils n'ont en vue que les intérêts de la France. Le comble est qu'ils prétendent encore suivre la bonne tradition française. Se considèrent-ils comme les héritiers de la politique de Richelieu, parce qu'il s'agit ici, en effet, de la Maison d'Autriche ? En tous cas, ils se gardent bien de tomber dans les travers d'un Albert Thomas, d'un Gauvain. L'idéalisme de Franklin-Bouillon ne les touche pas non plus. Ils n'ont que pitié pour la mémoire de Jules Michelet et d'Edgar Quinet. C'est tout juste s'ils ne les accusent pas d'avoir fait le malheur de la France, par la protection que la France, mal inspirée par de pareils idéalistes, a accordée aux nations libérées avec son concours, comme par exemple, l'Italie et la Roumanie.

Evidemment, si l'Italie met en ligne sur le front commun, deux à trois millions de soldats, si la Roumanie a sacrifié pour la cause de la civilisation latine dans cette guerre, presque un million de ses fils, tout ceci n'est-il nullement en rapport avec le concours et l'aide que la France accorda à ces deux nations sœurs ? Sans Jules Michelet et Edgar Quinet, il est certain qu'aujourd'hui les deux millions de soldats italiens seraient commandés par l'Autriche contre la France, et qu'un million de Roumains verseraient leur sang pour l'Allemagne et contre la France. Et cela, qui n'est pas arrivé aujourd'hui, arriverait sans doute dans l'avenir si, en ce qui concerne les nations d'Autriche-Hongrie, la politique française, au lieu de suivre les suggestions de MM. Albert Thomas, de Gauvain, de Franklin-Bouillon, de Barthou, de Clemenceau et de Stephen Pichon devait suivre les prétendues vues réalistes clairvoyantes du citoyen Jean Longuet et du comte de Fels.

En effet, si le problème de l'Autriche n'est pas tranché à l'issue de cette guerre, il est évident que, dans l'avenir aussi, les quatre millions de soldats latino-slaves que l'Autriche-Hongrie a procurés à l'Etat-major de Berlin, continueront à être à sa disposition, augmentés par un chiffre presque égal. Car, dans ce cas, la Serbie, la Roumanie et la Pologne tomberont en pleine servitude germano-magyare et les soixante-dix millions de latino-slaves que ces nations représentent avec les Tchéco-Slovaques seront un atout redoutable dans le jeu des empires de proie et d'injustice.

Voilà ce que les patriotes, soi-disant réalistes et particulièrement éclairés, genre citoyen Jean Longuet et comte de Fels, n'ont pas pris la peine d'envisager.

## LA POLITIQUE DU PAPE ET LES NATIONALITÉS D'AUTRICHE-HONGRIE<sup>(1)</sup>

On a vu il y a un an, après la mobilisation socialiste organisée par les Allemands dans le monde entier, le déclenchement de l'offensive catholique ! Quoiqu'elle était prévue depuis longtemps, elle a présenté néanmoins une pointe tout à fait sensationnelle. C'est le Pape en personne qui l'a conduite.

On connaissait d'une façon tout à fait précise le grand travail fait par les Austro-Allemands, parmi les catholiques suisses. Les entrevues qui ne présentaient rien d'ecclésiastique, que Mgr Marchetti, l'ancien représentant du Vatican à Berne, qui se trouve à présent à Caracas, avait à Fribourg avec toutes sortes d'émissaires autrichiens, sont de notoriété publique. A l'Abbaye d'Einsiedeln des nobles pèlerins se donnaient, et se donnent encore, rendez-vous dans un but qui n'a rien de commun avec la piété. Ce couvent, si cher aux princes catholiques de l'Allemagne du Sud et de l'Autriche et où feu le Roi Carol de Roumanie avait l'intention de se retirer s'il avait eu à abdiquer, est même aujourd'hui une espèce de quartier général de la propagande entreprise pour sauver la Monarchie des Habsbourg, et au mois d'octobre 1917, un grand conseil y a eu lieu, auquel MM. de Berthold, de Schoen et de Bülow ont pris part. Dans les Grisons, le Pape Noir, Son Eminence de Lechodowski, le général des Jésuites était un relais précieux entre Rome et Vienne, et il n'épargnait rien pour utiliser de toutes les façons la franc-maçonnerie cléricale au profit de l'Empereur Charles. Sous toutes les manières, les familles françaises qui venaient villégiaturer en Suisse, étaient assaillies par toutes sortes d'émissaires plus ou moins tondus, qui en se disant germanophobes enragés, insinuaient les plus perfides sympathies en faveur des nobles Hongrois. Et que dire de l'évêque de Coire qui, en prenant chez lui Mgr Gerlach, le fameux prélat du Vatican qui était le chef d'une bande d'espions en Italie, ne cesse ni aujourd'hui d'intriguer auprès du Saint-Père en faveur de son protégé et de l'Autriche. Et encore, l'aventure de Mgr Szepicki de Lemberg est trop connue pour la raconter dans tous ses détails. Prétextant une visite canonique à Rome, cette Grandeur s'était arrêtée à Fribourg, où elle se surpassait par sa propagande austro et germanophile. Mais par-dessus tout, comme un chef d'orchestre, c'est l'inévitable Erzberger, député catholique du Centre du Reichstag, qui planait. Il était d'une ubiquité déconcertante. On le voyait à Olten présider une assemblée d'Evêques suisses, et on l'apercevait presque en même temps, à Lugano, où il attendait les prélats qui portaient la valise diplomatique papale. Il était presque toujours avec M. Romberg, le ministre allemand de Berne, tout en étant deux jours après à Munich ou à Berlin pour donner son rapport, ou prendre des nouvelles instructions. M. Erzberger, ce Frégoli de la diplomatie allemande, était une des plus infatigables sirènes de la paix des Empires Centraux.

(1) Cet article écrit pour *La Revue de Roumanie* nous a été offert par M. C.-D. Mavrodin.

Si toutes ces choses étaient connues et visibles, on n'aurait jamais songé que le Pape lui-même pourrait se mettre à l'attelage diplomatique de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie.

Benoît XV, quoiqu'il a éclairci d'une façon trop tardive son point de vue en ce qui concerne le martyr belge, était néanmoins au-dessus de tout soupçon de partialité. Ses initiatives de charité et d'hospitalisation en faveur de tous les prisonniers de guerre sans distinction de nationalité, ajoutaient au prestige que lui donne sa haute situation, une auréole de bonté et de vertus conformes à sa mission chrétienne. Et cet éclat était d'autant plus pur, que les déclarations de *non possumus* de Mgr Baudrillart de Paris et du Cardinal Bourne de Londres, à l'invite des Evêques suisses de se liguier en vue de la paix, avaient raffermi la conviction que le Souverain-Pontife, approuve, au moins tacitement, ces attitudes tout à fait conséquentes à l'idée de justice, parce qu'il est juste, devant Dieu et devant le monde, qu'il existe une sanction morale et juridique, non seulement pour les individus, mais aussi pour les Etats et les Nations, qui troublent la paix et l'harmonie qui doivent régner parmi les hommes.

D'autres allaient plus loin encore. Considérant l'unité de l'Eglise comme une nécessité dogmatique et pratique de la mission que l'idée chrétienne doit accomplir ici-bas, ils voyaient dans le Pape actuel l'homme que la Providence destinait à réaliser ce grand fait. Pour cela ils le mettaient à un niveau d'habileté très grande, en lui attribuant une impartialité absolue, non seulement parce que cela est un acte de justice, mais parce qu'il en est politique avant tout. En pensant de cette façon, ces chrétiens idéalistes se rappelaient que, assez souvent l'occasion pour faire l'Union des Eglises s'était présentée, et que ce furent toujours, ou presque toujours, les Papes qui l'ont empêché de se réaliser, par leur manque de compréhension de l'esprit où cette union doit se faire. Les Papes mettaient leurs passions et leurs intérêts immédiats au-dessus de toute considération vraiment chrétienne. Au moyen-âge, après que le Schisme d'Orient fut définitivement consacré par le Patriarche de Constantinople, Michel Cérulaire, plusieurs tentatives ont été faites pour écarter cette grande part de faiblesse de l'Eglise chrétienne, avec beaucoup de chances de réussite. Si on n'est arrivé à rien, c'est parce que les Papes, justement comme Benoît XV actuellement au lieu de se mettre seulement au point de vue religieux, encourageaient les desseins ambitieux et tout à fait politiques d'un Philippe de Souabe, d'un Frédéric II, ou d'un Charles d'Anjou, qui voulaient s'emparer de Constantinople à leur profit personnel. Certainement, qu'une pareille politique rendait les Grecs méfiants, et l'union des Eglises ne put se faire.

Si le catholicisme n'a pu devenir la religion nationale des Roumains, comme il aurait été logique de l'être, c'est toujours grâce aux combinaisons politiques de Rome que cela est dû. Les Roumains ayant appartenu au début au rite latin, dépendant du diocèse d'Illyrie, furent obligés par les Bulgares de passer au rite inauguré chez eux par Méthode et Cyrille. Les Rois Assanides surtout leur imposèrent brutalement le rite slavon. Eh bien! après que la puissance bulgare dans les régions danubiennes, fut irrémédiablement détruite par la grande invasion Tartare, les Roumains ne voulurent

plus revenir à leur ancien culte, parce qu'ils voyaient dans l'Eglise Orientale une arme politique de résistance contre les Hongrois, leurs nouveaux maîtres. Après la christianisation d'Etienne le Hongrois, dit aussi le Saint, les Papes donnèrent aux descendants d'Arpad, carte blanche en ce qui concerne les populations Valaques. Les Princes Roumains de Transylvanie se convainquant que pour eux catholicisme est synonyme avec magyarisme, pour sauver leurs traditions nationales, s'ancrèrent au rite d'Orient et franchirent les Carpathes, en s'établissant dans les plaines du Danube et du Dniester, ils fondèrent les principautés de Valachie et de Moldavie. Cela est jusqu'aujourd'hui le fait le plus considérable de toute l'Histoire roumaine. De cette façon, les Roumains conservèrent leur nationalité, mais la politique des Papes les empêcha d'avoir un culte conforme à leur mentalité latine. Et jugeant bien les choses, cet empêchement a été peut-être pour le grand bien des Roumains. Aujourd'hui, la religion orthodoxe ouvre au peuple roumain, des perspectives immenses et inespérées, et puis, les dogmes de l'Eglise de Rome, s'ils ne sont pas discutables, sont en tout cas susceptibles d'être discutés. Le *filioque* du Credo y a été introduit par le concile de Tolède, qui n'était point œcunémique et l'infailibilité du Pape pour être valable, doit être reconnue par l'ensemble de toutes les Eglises chrétiennes unies. D'ailleurs, même de nos jours, pas plus loin, on peut trouver un exemple de ce que signifie la politique des Papes. Pour donner une Eglise nationale et autonome aux Roumains de Macédoine, on pensa, avant les guerres balkaniques, de leur constituer une Eglise Uniate, dépendante de Rome. Cette idée était très avancée et approuvée par tous les chefs de la politique roumano-macédonienne. Leur dévolu pour organiser la nouvelle Eglise, s'était arrêté sur le chanoine uniate de Transylvanie, Augustin Bunéa. Or, sur ce fait, l'Autriche, comme Etat catholique, s'y mêla d'une manière si curieuse, que l'Union avec Rome est devenue suspecte et l'idée tomba dans l'eau.

Cette grande idée d'Union des Eglises, si chère aux chrétiens, jamais n'a été si discutée et si prête de se réaliser, qu'elle ne l'a été il y a un an. Le Vatican voulant lui donner un commencement de vie, n'hésita pas de créer une nouvelle congrégation, celle des Eglises orientales. On croyait à Rome qu'il suffirait de présenter la forme, pour que le fond y entre tout seul. Cette initiative était partout reçue avec un grand enthousiasme, quoique du côté orthodoxe on aurait eu quelques objections à faire, mais quand même pour ne pas entraver sa réalisation on l'approuvait tout en se réservant.

Or, voilà qu'entre temps surgit le cri de paix de Sa Sainteté Benoît XV. Quelle déception pour tout le monde ! Quel amer reproche on se fait à présent d'avoir accordé au Pape des idées et des sentiments, qu'il a prouvé par son appel ne pas avoir possédés. La paix que le Vatican désire faire, c'est la paix qui est destinée à sauver l'Autriche et la Hongrie ; c'est enfin la paix de tous les émissaires interlopes qui, depuis quelque temps, ont envahi la Suisse.

Un appel de paix où l'on ne dit rien de la Russie libérale, cette Russie qui, tout en tyrannisant l'orthodoxie accorde l'autonomie de l'Eglise romaine et ouvre largement les portes à la propagande des Jésuites ; un appel de paix qui oublie la Roumanie ; la Roumanie qui, pendant cette guerre, en fermant les yeux sur les controverses dogmatiques, plus d'une fois s'est tournée

vers Rome en faisant toutes sortes de vœux concernant son organisation religieuse ; un appel qui passe sous silence la Serbie, que l'Autriche-Hongrie a voulu assassiner, et qui avait conclu un concordat avec le Vatican, un pareil appel était voué non seulement à un refus net de la part de l'Entente, mais aussi destiné à produire une amère déception parmi ceux qui se faisaient des illusions sur le rôle que Benoît XV aurait pu jouer dans le monde. On voit que par son cri de paix, le Pape actuel n'a rien changé de ce que les Papes d'autrefois avaient d'imparfait. De cette façon, l'idée chrétienne et l'initiative d'union des Eglises, si elle n'est pas définitivement compromise, s'est, en tout cas, butée à des obstacles, peut-être plus grands que l'on ne le pense et qui n'existaient pas il y a un an.

Croit-on sérieusement à Rome que tous ces peuples d'Orient, — si jaloux de leurs traditions nationales et religieuses, et qui pourtant, comme un miracle de la Providence, commençaient à s'habituer de voir dans le Pape le Souverain Pontife non contesté de toutes les Eglises chrétiennes —, garderont à présent la même confiance en Benoît XV, après qu'il leur présenta un rameau d'olivier, derrière lequel se cache l'Autriche-Hongrie ? L'Autriche-Hongrie, qui est l'incarnation de l'oppression, de la perfidie et de l'obscurantisme, l'Autriche-Hongrie que l'on exécère en donnant sa vie et sa fortune contre elle !

Quel manque de compréhension du sens historique des temps que nous vivons !! Manque de compréhension que dans certains milieux on appelle tout simplement une gaffe et c'est regrettable. L'appel de paix du Pape a été une grande faute qui retardera l'accomplissement de certains desseins de la Providence, faute qui sera cruellement expiée par les Patriarches de Romë. Cette faute fera peut-être passer les vellétés œcuméniques de l'Eglise, d'une façon définitive à Constantinople ressuscitée, chrétienne et romaine dans sa plus grande splendeur. Les événements actuels, par conséquent, ne pourront jamais être arrêtés, seulement parce que cela convient à Charles I<sup>er</sup>, à Guillaume II, ou même à ce chef de comitadjis, qui figure dans l'Almanach de Gotha sous le nom de Ferdinand de Cobourg, quoiqu'il ne soit ni plus ni moins qu'un Koharv hongrois. La force des choses est plus grande que toutes les pusillanimités du monde, plus grande même que toute la prétention de Benoît XV, qui a préféré de descendre de son trône pontifical, pour devenir un simple agent allemand.

On a pris acte de la note papale, on l'a mise au dossier et la guerre continue. Elle ne finira qu'alors quand cette idée de justice internationale avec toute la série de sanctions, sera complètement satisfaite.

Emile STAICO.

---

## LA TRANSYLVANIE SERA LIBRE

---

Les Roumains n'ont pas abandonné la lutte, et ils continuent l'effort acharné entrepris dès la déclaration de guerre en 1914.

L'Autriche est certainement le défaut de la cuirasse germanique. Mais deux systèmes malheureusement opposés partagent le gouvernement et l'opinion relativement à la dislocation de ce bloc barbare.

Prêtant l'oreille aux discrètes sollicitations du Vatican et de la Maison Blanche, des éléments catholiques et socialistes préconisent un accord avec l'Autriche pour tourner ensuite celle-ci contre la Prusse. On utiliserait ainsi, disent-ils, une force déjà organisée, en faisant miroiter aux Habsbourg des compensations vers l'Orient. Les ambitions allemandes s'épuiseront bientôt soit au contact du guépier balkanique, soit parmi le vaste amas de la Russie décomposée. Au pis aller, l'activité de nos ennemis serait bien forcée de se stabiliser lorsqu'elle atteindrait l'immensité asiatique. Inutile de renouveler l'essai malheureux de 1912 pour une confédération des petits Etats de l'Europe orientale.

Les Roumains, et les Français philoroumains, ne peuvent admettre ce séduisant système. Sans doute les Roumains, Serbes, Tchèques, Croates, Italiens et Polonais sont divisés; mais s'ils sont divisés, comme le dit *la Transylvanie*, c'est précisément parce que ces peuples sont producteurs, donc individualistes, non centralisés et façonnés à la prussienne, en races de proie.

De plus, les doctrinaires qui sacrifient ainsi légèrement les droits des nations opprimées, oublient qu'avant d'atteindre la Chine ou le Japon, le « drang nach Oesten » menacera de façon inquiétante les Indes anglaises. Les Anglais sont les protecteurs-nés des petits Etats. Ils sauront dans le plus large esprit de justice rallier à leur cause les puissances de l'Entente.

Enfin, si l'on admet les chiffres de M. Trajan Vuia, président du Comité National des Roumains de Transylvanie et de Bucovine, les Allemands ne représenteraient que 16 % de l'armée autrichienne. Trente quatre millions d'esclaves gémissaient sous le sceptre austro-hongrois. La force autrichienne dont on parle tant ne serait par conséquent qu'une façade, un château de carte qu'une politique nette et hardie aurait tôt fait d'abattre.

On rendra donc aux Roumains leurs Carpathes jusqu'au fleuve de la Theiss. Ce sera l'armature d'un prochain Empire. L'empire de la Middle-East Europe » (j'emploie à dessein ce vocable britannique). Le génie roumain éclairera le nouveau groupement d'une flamme latine. Avec la civilisation de Rome, les Roumains ont su conserver la syntaxe classique. Ce sera pour eux le moyen de se faire comprendre nettement pour s'unir et pour s'aimer.

JEAN DE VILLARS.

---

## DEUX ERREURS

---

Au commencement de la guerre, les hommes politiques de l'Entente ont commis plusieurs erreurs dont les Allemands ont profité et qui ont eu pour conséquence, les grandes pertes en hommes et en argent, dont l'humanité entière a beaucoup souffert.

Parmi ces erreurs, il y en a deux principales : d'abord les diplomates élevés à l'ancienne école ne pouvaient pas se débarrasser de l'idée préconçue — qu'ils considéraient comme un axiome — sur la nécessité pour l'équilibre européen, et même pour le maintien de la paix, de l'intégrité de

l'Autriche-Hongrie. En second lieu, c'était la conviction de beaucoup d'hommes politiques anglais et français, de la nécessité pour l'équilibre européen de contribuer à faire une grande Bulgarie qui serait comme un obstacle dans la marche de la Russie vers Constantinople, ou de l'Allemagne vers Constantinople et Bagdad.

L'ancienne diplomatie oubliait le principe même et la condition nécessaire, du progrès de l'humanité qui est la liberté des peuples. A cause de ses préjugés, elle soutenait l'existence de l'Autriche-Hongrie, non seulement dans les limites de la nationalité allemande et hongroise mais aussi comme un gouvernement opprimant les nationalités roumaines, tchéco-slovaques, yougoslaves. Ces préjugés les ont empêchés de voir les intérêts de leur pays et de l'humanité. En effet, il est avéré à présent que si l'Allemagne réussit, le monde retournerait en arrière de plusieurs siècles. Toutes les conquêtes faites par l'humanité dans le domaine du droit et de la liberté seraient abolies.

Or, le meilleur moyen pour affaiblir et vaincre l'Allemagne était dès le commencement, d'empêcher l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie de lui venir en aide, d'employer même une partie de ses forces contre elle.

Si l'Entente avait fait le nécessaire pour que la Roumanie puisse entrer en guerre, avant que la Bulgarie et la Turquie soient armées par l'Allemagne, celle-ci n'aurait eu aucune aide de l'Orient. En effet, la Bulgarie et la Turquie après les guerres de 1912 et 1913, étaient épuisées et n'avaient ni argent, ni armes, ni munitions. Tout leur a été envoyé par l'Allemagne en transit par la Roumanie ou par le Danube, ce qui aurait été empêché si la Roumanie avait été aussi en guerre. Mais les hommes politiques de l'Entente n'ont pas compris qu'il fallait faire des efforts pour garantir la Roumanie de la trahison russe qu'elle craignait. On aurait dû aussi donner à la majorité francophile de Roumanie les moyens nécessaires pour mater plus vite le courant philoallemand.

D'un autre côté, on aurait dû savoir que l'Autriche-Hongrie était pourrie, qu'on a trouvé des traîtres et des espions même parmi les officiers supérieurs, d'origine allemande. Toutes les nationalités attendaient le moment de se révolter et d'arriver à ce que le gouvernement de l'Empire Austro-Hongrois passe des mains de la minorité des 17 millions d'Austro-Magyars dans celles de la majorité composée des 34 millions de Slaves-Roumains.

Si l'Allemagne n'avait eu aucune aide de l'Orient, si elle avait eu contre elle le gouvernement révolutionnaire de l'Autriche-Hongrie qui aurait renversé les Habsbourg, la bataille aurait eu lieu sur le territoire de l'Autriche où se seraient rencontrées les armées françaises, italiennes, celles des Slaves, des Roumains d'Autriche-Hongrie et du royaume de Roumanie.

La route vers Berlin n'était pas par les frontières de France et de Russie, où la défensive allemande était préparée depuis un demi-siècle, mais par la Bohême, où les Tchèques auraient attendu à bras ouverts les ennemis de l'Allemagne.

La route vers Berlin était par Prague et Dresde. Tous les faits passés depuis le commencement de la guerre, ont montré qu'il aurait été possible d'empêcher les Turcs et les Bulgares d'aider les Allemands et de provoquer la révolution en Autriche-Hongrie. Ce sont les Bavaurois qui ont fait le recrutement pendant la guerre en Autriche-Hongrie et en général, les Allemands d'Allemagne qui ont organisé l'armée autrichienne. Les nationalités d'Autriche-Hongrie ont été en partie exterminées pendant la guerre. Les Slaves et les Roumains qui attendaient leur libération des Roumains du royaume de Roumanie, des Russes, des Français et des Italiens, ont été déçus lorsqu'ils ont vu qu'ils restaient la proie de la fureur autrichienne et magyare.

Je rappelle tous ces faits pour que les errements de la vieille politique disparaissent. Tous ces préjugés ont coûté à l'humanité assez de sacrifices. Il est temps que tout le monde soit guéri de l'idée de faire une grande Bulgarie, et de maintenir l'intégrité de l'Autriche-Hongrie. En faisant cela on prépare en réalité, l'hégémonie allemande. Il faut libérer les Serbes du joug bulgare, magyar et autrichien, et faire la grande Serbie. Il faut faire un pays libre tchéco-slovaque. Il faut libérer tous les Roumains et les unir avec ceux du royaume dans une grande Roumanie.

En libérant tous les peuples opprimés, et en les constituant en Etats indépendants, on détruit la dernière barrière qui s'oppose à la constitution de la Société des Nations, sur la base moderne, c'est-à-dire sur le libre consentement.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Tant qu'il y aura des peuples opprimés on ne pourra faire une société des nations qu'à la manière romaine, c'est-à-dire basée sur l'autorité. C'est ce qu'ont voulu faire les Allemands.

Si on n'a pas su profiter de l'occasion qui existait au commencement de la guerre de provoquer la révolution en Autriche-Hongrie et de l'attaquer par là, où elle n'avait ni moyens de défense, ni plans de campagne, il n'est plus temps de faire des fautes. Il faut encourager les nationalités opprimées d'Autriche-Hongrie et les aider pour la révolte contre les oppresseurs. Il faut qu'elles soient convaincues que l'Entente ne fera aucun compromis de nature à la maintenir dans leur servage. Il faut aussi éviter aucune tractation avec les Bulgares.

L'expérience a prouvé leur foublerie et leur sauvagerie. Il faut empêcher que ces barbares puissent encore opprimer les Serbes et les Roumains qu'ils ont provisoirement sous leur domination grâce au concours allemand.

La fondation d'un Etat tchéco-slovaque, la réalisation de la grande Roumanie et de la grande Serbie sont des nécessités du progrès mondial, des conditions nécessaires pour arriver à l'étape supérieure de la Société des Nations, et des nécessités pour le développement libre de tous les pays de l'Entente et pour l'arrivée à une paix stable.

La Société des Nations peut avoir parmi ses membres un état fédéral comme la Suisse, où toutes les nationalités sont unies par leur libre consentement. Elle peut avoir aussi un Etat fédéral comme l'Allemagne, formé seulement des pays allemands et transformé en pays démocratiques. Dans

cette Société peuvent entrer aussi les Hongrois habitant leur territoire propre. Mais il n'est pas possible de faire entrer dans cette Société un Etat fédéral austro-hongrois d'où feraient partie les Slaves et les Roumains qui ne veulent pas être gouvernés par les Allemands et les Hongrois, mais qui veulent être rattachés à la Roumanie, à la Serbie, ou faire un Etat indépendant tchéco-slovaque. En Autriche-Hongrie, l'autonomie des nationalités n'est pas suffisante pour deux motifs : d'abord parce que cela serait un leurre, les Allemands d'Autriche et les Hongrois ne la respecteraient pas. Ils n'ont jamais respecté l'autonomie de la Transylvanie et de la Croatie. Ensuite parce que les Allemands et les Hongrois n'ont pas le droit de gouverner les Serbes et les Roumains qui veulent faire partie des mêmes Etats que leurs conationaux.

DACUS.

## Acte de soumission des Roumains orthodoxes des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, à la Sainte Métropole de l'Ungro-Vlachie<sup>(1)</sup>

Nous soussignés, prêtres et laïques, envoyés et autorisés par le peuple et l'Eglise roumaine orthodoxe des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, réunis en assemblée populaire, pénétrés du sentiment de la justice et de l'amour du peuple,

considérant que nous sommes tous originaires des régions roumaines opprimées par les Hongrois, lesquels pendant dix siècles non seulement nous ont volé tout notre avoir péniblement gagné, mais se sont efforcés toujours à supprimer notre langue, notre foi et notre tradition roumaine héritées des aïeux ;

considérant, que devant les persécutions de la domination hongroise, nos vrais éducateurs et précurseurs ont été obligés de chercher asile dans le royaume roumain béni de Dieu, tandis que nous, le peuple travailleur, pauvre et rempli d'amertume, nous sommes venus, à travers terres et mers, dans ce doux pays de la liberté ;

considérant que chaque jour de notre misérable vie nos pensées allaient avec un amour profond et un espoir inébranlable vers le libre royaume de Roumanie, duquel nous attendons tous la délivrance de notre peuple soumis à des puissances étrangères et ennemies ;

considérant que sur la terre où nous nous trouvons en ces jours de douloureuses épreuves, nous avons élevé par le travail de nos bras, des saintes églises pour l'adoration de Dieu et pour le salut de notre âme de chrétiens et de Roumains, et que ces églises ont été jusqu'aujourd'hui en relation étroite de soumission avec la Métropole orthodoxe roumaine de Hongrie et de Transylvanie ;

considérant que le gouvernement hongrois, conformément à ses plans de destruction du peuple roumain tombé en son pouvoir, a changé dans

(1) Traduction française de l'acte dont nous donnerons dans notre prochain numéro la reproduction photographique.

son fondement la destination de cette Métropole et de toute l'Eglise roumaine de Hongrie et de Transylvanie, transformant une fondation pour la culture et la vie chrétienne en un instrument d'oppression et de martyre;

étant convaincus que par les liens que notre Eglise des Etats-Unis aurait avec la Métropole ci-dessus citée, le gouvernement hongrois pourrait étendre sur nous-mêmes ici sa main apportant la corruption et la destruction;

sachant qu'aux jours d'amer esclavage de notre peuple dans les contrées de la Transylvanie et de la Hongrie, la Sainte Métropole de l'Ungro-Vlachie nous a défendu et conseillé, en nous envoyant de dignes confesseurs et évêques, seuls dirigeants de notre peuple en ces temps;

pour la sûreté complète des droits de notre Eglise, de la foi, de la langue et des traditions que nos aïeux ont défendues dignement au cours des siècles;

de notre volonté la plus pure et sans être contraints par personne;

Décidons :

Que personne d'entre nous, fils de l'Eglise roumaine orthodoxe d'Amérique, qu'il soit prêtre ou laïque, ne sera plus désormais soumis et n'aura plus aucune espèce de relation avec la Métropole roumaine orthodoxe de Hongrie et de Transylvanie; les liens qui ont existé seront rompus et ne seront rétablis que lorsque la Transylvanie et les régions roumaines de Hongrie seront délivrées, et feront partie du royaume libre de Roumanie;

nous fondons ici, sur cette terre de la liberté, un Evêché roumain de notre rite oriental, qui portera désormais et toujours le nom d' « Evêché Roumain Orthodoxe des Etats-Unis de l'Amérique du Nord »;

nous soumettons cet Evêché à la Sainte Métropole de l'Ungro-Vlachie, devant suivre tout ce qui croit, reconnaît et décide cette sainte Métropole, qui seule aura désormais le droit de donner des indications pour l'administration de notre Eglise.

En même temps, nous considérons de notre devoir vis-à-vis de Dieu et des hommes, d'affirmer de toutes nos forces, que par notre organe s'expriment non seulement les 150.000 Roumains orthodoxes des Etats-Unis, mais aussi les millions de nos frères restés sous la domination hongroise, dont la voix a toujours été étouffée, et aujourd'hui plus que jamais, par l'oppression et la persécution, et avec lesquels pendant des siècles nous avons travaillé et nous nous sommes sacrifiés pour nous unir en liberté avec le royaume roumain.

Nous avons fait et signé cet acte, le fortifiant de notre serment, en la ville de Youngstown de l'Etat d'Ohio, aujourd'hui, le vingt-quatrième jour du mois de février de l'an mil neuf cent dix-huit de la naissance de Notre-Seigneur, d'après le calendrier de notre sainte Eglise orientale, et de l'an cent quarante-deux de l'Indépendance des Etats-Unis de l'Amérique du Nord.

Dieu nous soit ainsi en aide à présent et à l'heure de notre mort. Amen.

(Suivent 70 signatures.)

## LA TRANSYLVANIE, PROVINCE LATINE

La Transylvanie — du latin *trans-sylva*, à travers la forêt — est une province roumaine, située comme son nom l'indique, au delà des Carpathes boisées. Rien que son appellation est une preuve qu'elle est Roumaine. Les Hongrois qui l'ont accaparée lui reconnaissent un million et demi de nationaux roumains sur deux millions et demi d'habitants de diverses races qui la composent (1).

La Roumanie est l'ancien royaume des Celtes, des Daces et des Grètes. Ce sont nos Celtes d'Auvergne qui, émigrant vers l'Asie, ont laissé des colonies en Bohême dans les vallées du Pô, et en Transylvanie comme en Arménie (2).

L'empereur Trajan, au premier siècle, conquiert ce riche royaume (Dacia Félix) et y installe ses légions romaines. Les Roumains (Români) s'organisent en principautés indépendantes avec des princes et des armées.

Au Moyen âge, les Roumains forment trois groupes politiques distincts : les principautés de Moldavie et de Valachie, le grand-duché de Transylvanie.

Au XV<sup>e</sup> siècle, les principautés de Moldavie et de Valachie craignant les attaques de leurs voisins se placent sous le protectorat de Constantinople, mais conservent leur autonomie complète.

Le duché transcarpathique subit l'hégémonie hongroise, mais reste autonome, avec ses institutions, son assemblée et ses princes régnants.

En 1526, après la bataille de Mohacz, la Transylvanie est totalement affranchie de l'influence hongroise. Elle devient une principauté indépendante ; sa Diète élit son prince.

En 1599, le grand Voévode Valaque, Michel le Brave, réunit sous son sceptre les trois principautés de Transylvanie, de Moldavie et de Valachie. Malheureusement, l'Autrichien Basta assassine ce héros. La Transylvanie garde quand même son indépendance. Et en 1648, au traité de Westphalie, elle figure parmi les *Etats libres* d'Europe.

Cependant, les Turcs, les Hongrois, les Polonais inquiètent les Transylvains ; ils cherchent un appui et c'est l'Autriche qui va leur faire des avances. Ils acceptent l'union avec les Habsbourg par Léopold I<sup>er</sup>. Le *Diploma Leopoldinum* est le document qui reconnaît l'entière autonomie de la Transylvanie (3).

Sa Diète vote les lois qui la gouvernent ; elle possède son système financier particulier et choisit ses fonctionnaires parmi ses nationaux. Les successeurs de Léopold reconnaissent ce diplôme. Et François-Joseph lui-même confirme cet état de choses, dans un document qu'il adresse à la Diète en 1863.

(1) Ces chiffres, fort inférieurs à la réalité, ont été pris dans une statistique probablement ancienne. (N. de la R.)

(2) Alexandre Bertrand : « Les Celtes », Paris 1894.

(3) N. P. Comnène, « Notes sur la guerre roumaine », Payot, Paris, 1917.

Mais Sadowa arrive. François-Joseph vaincu veut se remettre d'accord avec les Hongrois. Il ne regarde pas à trahir les Roumains qui l'avaient aidé en 1848 contre les Hongrois, et il abandonne la Transylvanie à ceux-ci. Le compromis de 1867 termine l'autonomie transylvaine.

Les Hongrois, recevant ce riche pays, n'ont plus qu'un but : le magyariser.

Le latin, qui était la langue officielle de Hongrie, est remplacé en 1867 par le magyar; aussi vont-ils persécuter le latinisme transylvain. Non seulement ils refusent d'instituer des écoles roumaines, comme la loi les y obligeait, mais ils font fermer les écoles privées où le magyar n'est pas enseigné à côté du roumain.

Au point de vue électoral, les Roumains sont empêchés de voter par les gendarmes, et la troupe n'hésite pas à tirer sur les récalcitrants.

Quant à la presse, le gouvernement hongrois intente de tels procès et prononce de telles condamnations, que les hautes personnalités d'Europe s'émeuvent et protestent, — vainement d'ailleurs. — Enfin, les Hongrois en majorité calvinistes ne respectent même pas l'église roumaine et imposent le magyar comme langue culturelle.

Les peuples latins d'Europe et d'Amérique ne peuvent supporter un tel état de choses. Il faut que demain, à la réunion des pays latins, tous soient présents. Et cette colonie latine, qui au début des temps, s'est dressée en Orient comme sentinelle de la civilisation, devant les races slaves et asiatiques, doit être représentée tout entière unie et forte, au lendemain de la guerre, pour reconstruire sur les dévastations, un édifice de progrès et de paix.

Alexandre ANDRÉ.

---

## Le patronage intellectuel de la France

---

(fin)

Au Moyen Age l'Université pouvait être encyclopédique parce que l'étendue des connaissances humaines était restreinte. Depuis lors, il a fallu allonger constamment les programmes et par conséquent la durée des études. C'est ainsi que l'enseignement secondaire, vers l'époque de la Renaissance vint s'insérer entre les écoles élémentaires et les universités. Aujourd'hui, par suite des progrès des sciences expérimentales, et à moins d'admettre, que l'on puisse rester étudiant toute sa vie, on se trouve acculé à la fragmentation des branches.

En France, sous prétexte de culture générale, on s'est accroché au principe de l'universalité du savoir.

Les Facultés n'étant que des écoles professionnelles, c'est l'enseignement secondaire qui a dû porter tout le poids de cet encyclopédisme, mais on comprend qu'il devenait superficiel dans la proportion même où il progressait.

Dans les Facultés, on ne pouvait adopter la même solution, sous peine

d'avouer la faillite de l'enseignement supérieur. On a donc fragmenté les sujets des cours; mais assimiler une multitude de détails circonstanciés sur un point particulier n'est pas forcément une opération formatrice de l'esprit.

En Allemagne, l'enseignement secondaire comprend bien les éléments d'une instruction générale, mais avec un caractère encyclopédique moins poussé qu'en France.

Par contre, dans les universités, on s'efforce davantage à former les esprits à une méthode d'investigation, et c'est là à mon avis le véritable rôle de l'enseignement supérieur.

Ce que l'on demande à un médecin, ce n'est pas seulement de connaître les théories de la physiologie humaine et les effets de la maladie, mais aussi l'art de les diagnostiquer; ce que l'on demande à un ingénieur, ce n'est pas seulement les lois de la physique ou de la chimie, mais aussi de trouver les causes des accidents et de rechercher les améliorations possibles.

De même ce que l'on demande à un avocat, ce n'est pas seulement de connaître les lois de son pays, mais aussi de savoir étudier un dossier et « débrouiller » une cause; ce que l'on demande à un juge d'instruction, ce n'est pas seulement de savoir par cœur les articles du code, mais aussi de savoir, en partant des données d'un crime, en retrouver les auteurs.

Ce qui fait le savant ce n'est pas la quantité de choses qu'il connaît, mais la capacité qu'il a de pouvoir mener à bien des recherches dans l'inconnu; ce qui fait le véritable professeur ce n'est pas seulement la capacité d'enseigner, mais aussi celle de former les esprits.

Savoir étudier une question qui se présente, tout est là.

Cet art, le médecin l'acquiert plus ou moins bien à la clinique, l'ingénieur au laboratoire. En Allemagne, pour les autres branches on a le *seminar*.

Le *seminar* est un groupement plus ou moins spontané d'élèves qui se forme autour d'un professeur pour apprendre à travailler. Un maître étudie une question en se faisant aider de ses disciples; en les associant à ses travaux, il les guide, et par ce fait même, les forme aux recherches d'une façon générale. C'est ainsi qu'on apprend peu à peu à déchiffrer les documents et à interpréter les textes (1).

Mais remarquons-le, le *seminar* ne forme nullement à l'investigation professionnelle mais aux investigations scientifiques pures.

Il en résulte que les avocats et les juges ne sont pas mieux préparés à leur métier en Allemagne qu'en France, mais il en résulte aussi que la formation du savant n'est pas laissée au hasard, et c'est là un premier point de supériorité en faveur des universités germaniques.

Mais, dira-t-on, une institution doit se juger par ses résultats. Or, on ne consulte par une plus grande profusion d'hommes de génie en Allemagne qu'en France ou en Angleterre sans aucun doute, mais la formation de l'homme de génie échappe à toute méthode et à tout procédé préconçu. L'école peut bien former des travailleurs, elle ne peut créer des génies.

(1) Voir le P. Didon, *Loi* : cit p 123.

A mon sens, ceux-ci ont toujours été plus nombreux en France et dans la Grande-Bretagne, et cela tient à une cause que nous indiquerons plus loin. Par contre, il y a plus de travailleurs en outre-Rhin qu'ailleurs, et la raison doit en être cherchée dans la préparation donnée par les séminars.

Mais, dira-t-on encore, n'avons-nous pas le meilleur lot? Ne vaut-il pas mieux avoir des chefs que des soldats? Je répondrai à cela qu'il faut les deux et cela de plus en plus car la science en se compliquant pose la question de la quantité à côté de celle de la qualité. En tout cas, pour le point de vue qui nous occupe spécialement en ce moment, il faut bien comprendre qu'il y a là une des causes de l'attraction exercée par les universités allemandes sur les étudiants latins et anglo-saxons, et aussi une cause de l'imitation des procédés allemands dans les universités étrangères, et par conséquent accroissement de leur prestige. Or, cette imitation a eu un succès d'autant plus rapide que partout, les esprits médiocres sont en majorité; ceux-ci sont toujours à la recherche d'un guide, et ce n'est qu'en Allemagne qu'ils peuvent le trouver.

Nous aurions donc besoin d'organismes pour la préparation à l'art des investigations scientifiques, ce qui ne veut pas dire, qu'on doive copier servilement le séminar. Nous pouvons faire mieux et du reste le séminar est adapté à une mentalité tout à fait différente de la nôtre. Sans doute, si l'institution est d'essence supérieure il ne faudrait pas hésiter à l'importer chez nous, mais, je le répète, nous pourrions faire mieux.

Nous sommes ainsi amenés à mettre en lumière les points d'infériorité des séminars.

J'en ai dit quelques mots dans mon ouvrage déjà cité. Le grand défaut du séminar consiste en ce qu'il dresse surtout aux recherches collectives, et cela parce que le travail y est organisé en espèces d'équipes dont le professeur serait le chef. Il ne forme donc pas d'une façon suffisante aux recherches individuelles. Or, celles-ci à mon sens, ont toujours eu leur place dans leur science et leur rôle sera peut-être prépondérant dans l'avenir.

Il est incontestable que le travail en équipes ait donné des résultats féconds dans les sciences historiques, là où il s'agit surtout de dépouiller un amas de textes et d'en critiquer la valeur. Cette méthode a donné des résultats partiels dans les sciences périodiques, économiques et siologiques. Elle y a donné certains résultats dans ces sciences, ainsi il existe aussi des textes à consulter, mais ces résultats ne sont que partiels parce qu'à côté de la critique des documents, il y a une confusion de faits que l'on peut observer sur le vif. Je dis plus. Je dis que la méthode d'observation en renouvelant la critique des textes, renouvellera non seulement l'étude des sciences connexes de l'histoire — histoire des législations, des institutions économiques, politiques et sociales, — mais aussi celle de l'histoire elle-même, car les événements historiques ne sont pas seulement conditionnés les uns par les autres, ils le sont aussi et surtout par les changements économiques et par les réactions des sociétés les unes sur les autres.

Or, dans les recherches sur le vivant, les recherches individuelles ont le rôle prépondérant à jouer. Il en est ainsi parce que la subjectivité de l'enquêteur constitue nécessairement un facteur actif de l'observation. Et ici,

je ne parle pas de l'élaboration des théories, mais de la récolte même des fruits. Les textes fournissent une matière, tandis que l'observation de la vie des matériaux plus nuancés, plus changeants, plus délicats à analyser, et nécessite par conséquent une intervention plus active de la part de l'investigateur.

Or, à cause même de cet élément subjectif, il serait dangereux de diviser le travail entre plusieurs manœuvres intellectuels de mentalités diverses. Il vaut mieux que chacun étudie une question complète, ou tout au moins une partie de question capable de former un tout. Les travaux des différents opérateurs pourront se relier entre eux, mais d'une toute autre façon que dans le seminar.

La réforme fondamentale que nous préconisons est donc la préparation à l'investigation scientifique par le procédé de l'enquête au lieu de la méthode de la critique des textes. Là est la clef du renouvellement futur des sciences juridiques, économiques, politiques et sociales, et même de l'histoire. Ce sera, si nous le voulons, la revanche de l'esprit latin sur l'esprit germanique. Là aussi est la clef qui ouvrira la porte des réformes qui permettront d'abolir enfin la maladie de l'encyclopédisme dont la France souffre depuis si longtemps.

Dans sa conférence si intéressante faite le 24 mars 1916, « l'Alliance d'hygiène sociale », M. Louis Liard, tout en reconnaissant la nécessité d'une réaction contre l'uniformité et la surcharge des programmes (1), disait qu'il n'y avait pas lieu de réagir contre l'abus de méthodes contraires à l'esprit français (2) ; c'est notre avis, mais nous croyons que les méthodes françaises doivent être perfectionnées, et c'est par leur amélioration que l'on pourra réaliser les simplifications de programme qu'il réclame (3).

En effet, il n'y a pas d'allègement possible tant que l'on pense qu'il est nécessaire de voir toutes les branches, ou plutôt il n'y a d'allègement possible qu'en rendant les études plus superficielles.

Au contraire si l'on veut sortir de la mentalité encyclopédique pour entrer dans celle qui assigne comme rôle principal de l'enseignement supérieur celui de l'acquisition de l'esprit de recherches, on peut accorder plus de latitude dans le choix des matières par l'étudiant lui-même.

La thèse de doctorat est un travail individuel parce que le latin est un individualiste, seulement la thèse pourrait être l'objet d'une préparation plus longue et plus méthodique, devenir un élément primordial d'éducation: petites thèses au début, plus importantes ensuite au fur et à mesure que se révèle la capacité de l'étudiant.

Et surtout, j'y reviens, le travail par l'enquête à côté de l'analyse des textes.

Je ne puis préciser ici davantage les détails de la méthode que nous préconisons. Ils varieraient du reste d'une spécialité à l'autre, et nous n'avons aucune prétention à la compétence universelle. Ce que nous avons

---

(1) La guerre et la vie de demain (Bibliothèque d'histoire contemporaine, I. Alcan, édit. 1916.), p. 326.

(2) Ed. p. 325.

(3) Ed. p. 328.

voulu seulement, c'est poser le problème sur son véritable terrain, problème de la solution duquel dépend l'avenir de la culture latine.

Je ne me berce pas de l'illusion de croire à l'adoption complète de la réforme que nous indiquons. Un corps aussi vaste et aussi compliqué que l'Université dispose nécessairement d'un grand fonds d'inertie, sans quoi il ne serait qu'une œuvre sans consistance non sans peine d'impuissance à progresser, cette inertie doit s'allier avec une certaine souplesse. Notre but sera atteint si une orientation nouvelle pouvait en résulter; peut-être cette orientation serait-elle grandement facilitée si l'on consentait à séparer plus nettement les facultés purement professionnelles des Ecoles de haute culture. Cette distinction existe en Angleterre où les universités secondaires, comme celle de Loeds, etc., sont de simples écoles professionnelles d'un degré supérieur où l'on forme, des médecins, des pharmaciens, des architectes, des ingénieurs, tandis que les deux vieilles universités d'Oxford et de Cambridge sont sans doute des pépinières de professeurs et de clergymen mais aussi et surtout des écoles de haute culture.

Dans les universités de premier type, on dresse les étudiants à la méthode d'investigation en s'en tenant naturellement aux besoins pratiques de la spécialité. Les Facultés de Droit devraient-elles adopter une pratique semblable, c'est-à-dire d'ajouter une espèce de stage théorique au stage pratique actuel ? Je ne le pense pas, la formation empirique semble suffire dans ce métier. Dans les universités du second type, il y aurait lieu d'organiser l'apprentissage de l'investigation dans les sciences qui sont du domaine de la Faculté des lettres aussi bien que dans celles qui sont du ressort de celle des sciences. En face des laboratoires de physique et de chimie, on devrait trouver des officines de thèses et d'enquêtes pour les sciences juridiques, les sciences politiques et administratives, les sciences économiques et sociales.

En ce qui concerne les enquêtes tout ne serait pas à innover. On en fait de plus en plus usage, mais à l'état sporadique et sans préparation méthodique. Certaines universités anglo-saxonnes ont fait de leurs suppléments des centres permanents d'enquêtes sociales, comme à Chicago par exemple, mais il s'agit d'une institution faite en dehors des études régulières; mais selon nous, ce sont là des signes de pratiques nouvelles dont l'avenir tirera un grand profit.

Les hautes écoles françaises pourraient reprendre les choses à leur compte en les rendant plus méthodiques. Elles pourraient en faire un instrument de formation scientifique supérieure aux séminars germaniques.

Ce programme suppose évidemment des ressources en argent mais n'en est-il pas de même pour les laboratoires, pour les voyages d'études géologiques ou géographiques ? Quelle supériorité aussi sur la formation purement livresque ! L'enquêteur aura sur la critique des textes une supériorité analogue à celle que possède l'expérimentateur de laboratoire sur l'étudiant qui ne connaîtrait les phénomènes de la nature que d'après les descriptions des manuels, où à celle que possède le géologue qui opère

sur le terrain à l'étudiant qui sait par cœur les caractères des assises du sous-sol.

Supposons une thèse sur le gouvernement local en Angleterre. La méthode ordinaire consiste à compulsier tout ce qui a été écrit sur le sujet, la nôtre consiste à ajouter à une documentation moins grande peut-être un séjour dans une paroisse anglaise.

Les faits y seraient replacés dans leur cadre naturel et avec leur importance respective. Même procédé pour étudier la crise agraire en Russie, les marchés à terme du Havre, le *swearing system* à Paris ou ailleurs.

Ce procédé, je le sais, est déjà partiellement employé. Je ne demande que la généralisation plus méthodique, plus longue et plus graduée.

Lorsque la capacité d'investigation l'aura emporté sur la quantité d'instruction, il sera possible de donner plus de latitude aux programmes et de multiplier les cours libres. On pourra entrevoir le moment où toutes les questions seront traitées, si les divers centres universitaires pourraient s'entendre à ce sujet.

Par là, on attirerait en plus grand nombre la classe des auditeurs libres tant français qu'étrangers, et par là nous revenons à notre sujet : le patronage intellectuel de la France sur les pays latins — spécialement les pays neufs et les petites nations — et en partie sur les pays anglo-saxons.

Oui la France peut jouer ce rôle, mais à la condition de renouveler ses méthodes, de donner plus de libéralisme à ses institutions et de placer les sciences nouvelles sur des bases expérimentales, les seules qui puissent les maintenir dans leur véritable direction : la marche vers le vrai au lieu de la stagnation dans les discussions stériles.

PAUL DESCAMPS.

---

## La question économique et industrielle de la Transylvanie

---

Au moment où les pays alliés s'intéressent aux questions concernant les peuples opprimés, comme les Roumains de Transylvanie, il est de notre devoir d'attirer l'attention sur l'aspect économique et industriel du problème roumain. Car il faut tirer parti, autant que possible, de toutes les ressources économiques que la Transylvanie peut offrir à l'Entente.

On ne doit pas oublier que la Transylvanie qui est, par excellence, le pays de l'élevage et de l'agriculture, peut devenir un pays d'industrie. Pour le moment, je prends seulement la question forestière qui alimente actuellement toute l'Autriche-Hongrie et même une partie de l'Allemagne, en bois de sapins et de hêtres de très bonne qualité qui peuvent servir à toute fabrication, mais ne servaient jusqu'ici qu'à la fabrication des boîtes d'allumettes. On possède là-bas de grands cours d'eau qu'on peut transformer facilement en force hydraulique. La main-d'œuvre y coûte très bon marché. De là, un prix de revient de fabrication qui défie toute concurrence. Quant aux transports,

ils seront effectués sur la ligne de chemin de fer la plus courte jusqu'au Danube, et de là-bas, les marchandises s'achemineront vers les pays de l'Entente où le besoin se fait sentir. La fabrication de boîtes d'allumettes n'a jamais pris toute l'extension qu'elle comporte, et reste toujours dans un état très primitif, car les fabricants manquent d'initiative, de nouvelles méthodes et surtout des capitaux nécessaires pour donner à cette industrie une grande extension. Les Allemands et les Hongrois eux-mêmes jusqu'à présent, n'ont pas pu pénétrer dans ces contrées pour donner libre carrière à leur esprit d'organisation, car les Roumains ne leur ont pas permis de s'installer chez eux. Ils ont préféré leur misère plutôt que de subir le contact avec les Austro-Allemands. Mais ce ne sera pas la même chose pour les Alliés qui leur auront donné la liberté. Les Roumains les recevront avec joie et mettront à leur disposition toute leurs forces, en vue d'une exploitation équitable et méthodique.

Dans mes prochains articles, je reviendrai sur l'élevage des bêtes à cornes, moutons et laines.

Jean TISCA.

---

## La Transylvanie a le droit d'être libre

*M. Emile Boutroux, de l'Académie française, a adressé à M. Draghicesco la lettre suivante, pour servir de préface à l'ouvrage sur la Transylvanie, que ce dernier vient de faire paraître chez Alcan :*

Mon cher Sénateur,

Vous me faites l'honneur de m'inviter à exprimer publiquement les sentiments que m'inspire la lecture de votre ouvrage au milieu des circonstances présentes. Je ne pense pas que dans un esprit libre et réfléchi, il puisse naître ou subsister la moindre hésitation. La Transylvanie, vous le montrez de façon péremptoire, fut le berceau de la race roumaine, elle fut le tronc sur lequel poussèrent les deux branches de Moldavie et de Valachie. D'autre part, le développement de l'Autriche-Hongrie, telle qu'elle est, telle qu'elle demeurera si les Empires centraux sont victorieux, c'est la germanisation à outrance d'une moitié de la monarchie et la magyarisisation de l'autre. Donc, laisser la Transylvanie à l'Autriche-Hongrie, c'est vouer à une magyarisisation complète le tronc et les racines mêmes de la nation roumaine, c'est menacer de mort l'âme de la Roumanie.

Mais, disent nos ennemis, il y a nation et nation. Les petites nations n'ont pas la force de se défendre, donc elles n'ont pas le droit de vivre. Elles ne doivent subsister que dans la mesure et sous la forme qui conviennent aux nations-maîtresses. Et le peuple-maître, *das Herrenvolk*, donc l'arbitre, par excellence, c'est le peuple allemand.

Sans doute, répondrons-nous, le principe des nationalités doit être interprété d'une manière philosophique et pratique. Toute agglomération d'hommes parlant la même langue, ou ayant les mêmes coutumes, ou habitués à vivre ensemble, n'est pas, par cela seul, une nation, au sens politique.

du mot. L'indépendance, la souveraineté, le droit de disposer de ses destinées et de marcher d'égal à égal avec les autres nations souveraines ne peut être attribué qu'aux nations vraiment en possession d'une personnalité, d'une conscience et d'une dignité nationales, et capables, en outre, de lutter efficacement pour défendre ces titres de majorité. Nous souscrivons sans ambages à la maxime de Goëthe :

Nur der verdient sich Freiheit wie das Leben,  
Der täglich sie erobern muss.

« Celui-là seul mérite la liberté et la vie, qui, chaque jour, doit les reconquérir. »

Mais qui niera que les Roumains aient prouvé surabondamment qu'ils possèdent une personnalité et une conscience nationale, et qu'ils sont capables de tous les efforts pour conquérir et reconquérir sans cesse l'indépendance à laquelle ils ont droit ? Ils se sont battus héroïquement, ils restent et resteront prêts à recommencer.

La nationalité roumaine présente, de la façon la plus éclatante, tous les caractères et toutes les conditions d'une nationalité digne de subsister en complète liberté et indépendance. La Transylvanie est le réservoir où s'alimente cette nationalité. Que faut-il de plus pour résoudre la question de savoir si la Roumanie doit subsister comme nation, et si elle doit recouvrer la Transylvanie ?

Recevez, je vous prie, mon cher Sénateur, l'assurance de mes sentiments profonds de respectueuse admiration pour votre patrie et d'affectueux dévouement pour votre personne.

Paris, 25 mai 1918.

Emile BOUTROUX.

## NOTES & DOCUMENTS

### Les Roumains et le 14 Juillet

A la réunion franco-roumaine qui eut lieu au théâtre Albert I<sup>er</sup>, le 14 juillet et à laquelle, après une très belle conférence de M. Bapst, prirent la parole MM. Lacour-Gayet, président de « France-Roumanie » et Pangrati, vice-président de la colonie roumaine de Paris, M. Vuia prononça au nom des Roumains de Transylvanie, l'allocution suivante :

« Mesdames et Messieurs,

« Mes amis du comité national des Roumains de Transylvanie et de Bucovine m'ont fait l'honneur de me charger de vous dire leurs sentiments pour la France et pour la glorieuse armée française, dans ce jour, béni entre tous, du 14 juillet, et de faire en leur nom les déclarations suivantes :

» Pour la France, messieurs, ce pays prodigieux qui est et qui sera toujours la patrie de la liberté, de la raison, de la clarté intellectuelle et des plus nobles et hauts sentiments, pour la France qui nous a accueillis avec

sympathie et largesse et qui est le foyer de prédilection de tous les peuples du monde, même de ce peuple allemand qui ne la combat que par envie et dépit, pour la France nous nourrissons les sentiments de la plus profonde et parfaite vénération et d'infinie gratitude.

» Pour l'armée française, pour ses poilus héroïques qui, avec une ténacité inlassable et inébranlable, défendent la liberté du monde et le trésor de civilisation latine dont la France est remplie dans toutes ses villes et tous ses villages, devant cette glorieuse armée française, nous, les Roumains de Transylvanie, nous nous jetons à genoux, nous nous découvrons humblement sur son passage, car c'est pour nous aussi qu'elle combat et nous considérerons comme une gloire et une faveur exceptionnelle d'être admis à lutter à ses côtés contre l'ennemi commun et notre oppresseur de tous les temps.

» Or, jamais plus que dans ce jour glorieux et solennel du 14 juillet qui incarne et symbolise admirablement l'essence même de l'histoire du peuple français, jamais plus qu'en ce jour l'occasion ne nous est propice pour dire tous les espoirs et toute l'émotion profonde que nous éprouvons pour la France et l'armée française. En effet, le monde entier fête aujourd'hui avec la France l'événement symbolique de la destruction de la Bastille. La Bastille était l'instrument et le symbole de la tyrannie et de l'injustice. Beaucoup de Français et des plus illustres, jusqu'à Voltaire lui-même, y étaient souvent conduits et enfermés. Or, il existe aujourd'hui dans le monde une immense Bastille, l'empire austro-hongrois, dont plusieurs nations fêtent aujourd'hui par anticipation la destruction qui les affranchira. Nous, les Roumains de Transylvanie, plus même que ceux du royaume, nous avons connu le joug teuton, imité et renforcé par le joug des Magyars. La Transylvanie entière, tout le peuple roumain de Transylvanie est enfermé dans cette immense Bastille qui est l'Autriche-Hongrie, et nous avons l'espoir et la confiance que le 14 juillet de l'année prochaine nous fêterons la destruction de cette immense Bastille et l'affranchissement de la Transylvanie en même temps que celui de l'Alsace-Lorraine. »

### Pour l'Unité et l'Indépendance de la Roumanie

*Nous recevons du professeur Stefano Nova de Cavarzeve, un sincère ami de la Roumanie et du peuple roumain irrédent, le compte rendu d'une scène qui remplira de joie le cœur de tous les Roumains.*

Le 28 juin 1918, à Cavarzeve, localité vénitienne, dans la propriété de M. Dominique Carvari, eut lieu, dans sa grandiose simplicité, une cérémonie de la plus haute importance.

Le colonel commandant la zone, le Cav. Santini, réunit en carré les prisonniers de guerre de nationalité roumaine concentrés là, et après quelques paroles brèves, vibrantes et patriotiques, concernant l'unité roumaine, il remit au premier noyau de volontaires roumains irrédents, formé en Italie pour combattre aux côtés des alliés l'éternel ennemi commun, le drapeau tricolore — bleu-jaune-rouge — symbole de leur lointaine patrie.

A droite et à gauche du colonel, deux sœurs élevaient, l'une le drapeau italien, l'autre le drapeau roumain.

Après avoir expliqué aux volontaires que la jeune fille tenant le drapeau italien représentait les mères, les épouses, les sœurs, toutes les femmes de toute l'Italie et que la jeune fille tenant le drapeau roumain représentait les mères, les épouses, les sœurs, toutes les femmes de toute la Roumanie, le drapeau roumain fut baisé par la jeune fille; le colonel appela le porteur-drapeau roumain qui, les larmes aux yeux, baisa à son tour l'emblème de sa patrie et le déploya, fier et majestueux, sous le libre ciel d'Italie, parmi les *evviva* et les *hourra* et l'émotion de toutes les troupes présentes.

La cérémonie de la proclamation de l'unité de la Roumanie s'accomplit avec simplicité et solennité, dans l'enthousiasme de la plus belle jeunesse roumaine, infatigable à crier : Vive l'Italie, Vive le roi d'Italie, Vive l'armée italienne qui combat contre les barbares oppresseurs de la Roumanie.

### La vengeance Allemande contre les interventionistes Roumains

Obéissant à l'ordre que ses maîtres allemands leur ont publiquement donné, M. Marghiloman et le Parlement, qu'il s'est fait élire, poursuivent leurs accusations et leurs insinuations calomnieuses contre les hommes qui ont osé affronter la colère germanique, en essayant de réaliser l'unité de la race roumaine. C'est le grand crime dont ils accusent M. Bratiano, qui aurait, disent-ils, déclaré la guerre aux puissances centrales, — à ce moment encore alliées de la Roumanie, — sans consulter le Parlement. Il aurait en même temps enfreint le principe de l'inviolabilité du territoire national, en permettant aux armées russes de franchir la frontière et de combattre en Roumanie. D'après ses accusateurs, M. Bratiano aurait trompé le Roi sur la vraie situation européenne et empêché le Ministre de Roumanie à Berlin (un des plus enragés germanophiles, et qui depuis s'est montré le plus fidèle serviteur de Mackensen) de faire savoir au Roi que l'Allemagne et la Bulgarie étaient prêtes à aider militairement les Austro-Hongrois. Le chef du gouvernement roumain aurait trompé aussi la nation entière sur l'aide que les Russes devaient apporter, et qu'il laissait évaluer à 200.000 hommes, tandis qu'en réalité il n'en avait demandé que 50.000 pour la défense de la Dodroudja.

D'après les Allemands, M. Bratiano n'aurait demandé l'avis de personne pour la conclusion du traité avec l'Entente et aurait laissé cette dernière, et spécialement la Russie, faire une campagne de presse qui empoisonna, paraît-il, le moral du pays. Quand on connaît le mouvement d'opinion, si profond et si fort, qui dès le début se manifesta en Roumanie en faveur d'une intervention aux côtés de la France, on ne voit pas comment de pareilles accusations peuvent être formulées, même par des gens sans aucun scrupule moral.

Aussi, les accusateurs ajoutent-ils à la charge de M. Bratiano et de ses collaborateurs, toute une série de reproches de moindre importance, mais touchant à l'ensemble de la politique et de l'administration de l'ancien gouvernement. Ainsi, le président du Conseil aurait fait évacuer sa fortune personnelle dans des wagons nécessaires au transport des blessés, qui moururent de froid, faute de moyens d'évacuation. Il aurait récompensé ses

partisans fidèles par des missions à l'étranger, grassement payées. On l'accuse aussi d'avoir laissé détruire, par les Anglais les sources de pétrole, d'avoir laissé périr par les fautes de son administration 180.000 hommes de faim et de maladie, et d'avoir augmenté de onze milliards la Dette nationale.

Enfin, ce qui doit paraître extrêmement grave aux yeux d'un Allemand, mais qui pour les Roumains et pour les Alliés ne peut être qu'un grand mérite, M. Bratiano aurait commis le crime de ne pas aller à Brest-Litovsk pour y conclure la paix en même temps que l'Ukraine.

Il résulte d'un examen impartial de ces accusations qu'aucun tribunal, jugeant sans parti pris, ne pourrait fonder sur elles la moindre condamnation. Aussi, le gouvernement actuel de la Roumanie est-il en train de fabriquer des juges qui seront choisis à dessein pour consentir à servir, au mépris de la justice, la haine et la vengeance des valets du Kaiser.

Le procédé est tellement odieux, que même des germanophiles décidés, comme M. Pierre Carp, le désapprouvent, et pensent que même si elles étaient vraies, toutes ces accusations ne constitueraient que des fautes politiques, et non des délits comportant une sanction pénale.

### Le Parti Radical et les nations opprimées

En réponse aux discours prononcés par les représentants des nations opprimées à la séance du Comité exécutif du parti radical et radical-socialiste, le 30 juin dernier, M. Ripault, secrétaire du comité exécutif, prononça un discours, dont nous extrayons les passages suivants :

« Dans la politique à l'égard de l'Autriche, le congrès de Rome marque une date très importante. Enfin, cet empire paradoxal voit se dresser contre lui, solidement unies, la plupart des nations opprimées, et ces nations opprimées reçoivent elles-mêmes l'assurance des peuples en guerre contre les deux Kaisers, qu'ils ne séparent pas leur cause de la leur.

» C'est le premier cri de halte-là, poussé pour les victimes, unies dans la révolte. C'est la protestation réelle contre ce traité de Bucarest qui arrache à notre malheureuse alliée un morceau de sa chair, à l'instant même où les vœux des Roumains de Transylvanie s'élèvent contre leurs bourreaux.

» Mais le traité de Bucarest est pour nous sans valeur. S'il est vrai, comme nous l'estimons ici, que « la liberté des nations s'acquiert et se mérite en proportion des sacrifices consentis pour elle », la Roumanie qui a tant souffert pour la cause commune est sûre des réparations que lui apportera un avenir tout proche.

» Messieurs les délégués des nations opprimées, l'heure que nous traversons est singulièrement émouvante. Contre deux gouvernements de proie, tous les peuples luttent avec un magnifique héroïsme. Guillaume II et Charles I<sup>er</sup> redoublent de violence. Ils espèrent triompher avant que l'union de leurs adversaires ne soit étroitement établie. En ce qui vous concerne, vous leur donnerez un démenti éclatant. Vous le leur donnez déjà, puisqu'au moment même de cette séance que nous tenons, là-bas, à l'arrière du front, le Président de la République française, assisté de notre ancien président, M. Franklin-Bouillon, président de la commission des affaires étrangères,

et qui fit tant, en Europe et en Amérique, pour le succès de la cause qui nous est chère à tous, remet aux régiments tchéco-slovaques leurs drapeaux, comme il le faisait dimanche dernier pour les régiments polonais.

» Que ce soit d'ailleurs sur le front français, sur le front italien ou sur le front balkanique, les soldats polonais, tchéco-slovaques, yougoslaves et roumains affirment par leur présence sur la ligne de feu leur volonté de conquérir leur indépendance et de prendre place dans la Société des nations libres et fières de l'être.

» A tous, Messieurs les délégués, le Comité exécutif de notre grand parti démocratique adresse l'hommage de son admiration et l'assurance que leurs efforts courageux pour la victoire de la liberté et le règne de la justice ne seront pas vains. »

### Réponse du Comité National Polonais, au Comité Transylvain

*En réponse à l'adresse de félicitations que le Comité National des Roumains de Transylvanie lui a adressée, le Comité National Polonais a envoyé la lettre suivante :*

« Messieurs,

« Les paroles que vous avez bien voulu adresser à mon nom, au Comité National Polonais, ainsi que les vœux que vous y faites pour la prospérité de notre patrie, nous ont profondément touchés.

» Permettez-moi, Messieurs, de vous exprimer, au nom du Comité National Polonais, ainsi qu'au mien, les sentiments de notre profonde et sincère gratitude.

» La nationalité polonaise n'a jamais oublié les relations d'amitié qui, d'ancienne date, existent entre elle et votre nation, et je puis vous affirmer que la Pologne entière a pris une part très vive aux cruels malheurs que le peuple roumain a subis, grâce à l'accumulation de tant de circonstances défavorables. Mais nous croyons fermement au triomphe final de la cause de l'Entente, triomphe qui, seul, pourra donner au monde une paix durable car elle sera basée sur les principes du droit et de la justice. Ce n'est qu'alors, quand recommencera le grand travail créateur dans lequel s'uniront les nations sœurs, que nous comprendrons pleinement combien les intérêts de nos deux peuples se touchent de près. C'est dans ce travail, dans les luttes que nous aurons certainement encore à soutenir contre nos ennemis communs que s'affermira et se cimentera l'ancienne amitié de la Roumanie et de la Pologne, lesquelles pourront alors remplir dignement le rôle important qu'elles sont appelées à jouer dans l'Est européen.

» Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de notre grande admiration et sincère sympathie pour la vaillante nation roumaine et pour vous les assurances de notre très haute estime, ainsi que de nos sentiments dévoués. »

DMOWSKY.